

Allocution spéciale de la Présidente von der Leyen au Forum économique mondial

Davos, le 21 janvier 2025

«Seul le texte prononcé fait foi»

Cher Klaus Schwab,

Chère Karin Keller-Sutter,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le premier quart de notre siècle vient de s'achever. Il a été porteur d'un changement radical dans les affaires mondiales. Ce siècle a commencé avec beaucoup d'espérances. Il y a vingt-cinq ans, l'ère de l'hyper-mondialisation était pratiquement à son apogée. Avec la mondialisation des chaînes d'approvisionnement, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté, notamment en Inde et en Chine.

En Amérique, le boom des point.com était à son paroxysme – symbolisant l'optimisme d'une économie mondiale connectée dans laquelle la technologie était perçue comme un vecteur évident de prospérité et de paix. Avec la participation de la Russie au G7 - rebaptisé G8 -, la démocratie gagnait du terrain dans le monde entier, et certains disaient même que c'était la fin de l'histoire des luttes idéologiques. Au sein de l'Union européenne, notre monnaie unique – l'Euro – allait encore rapprocher nos peuples et nos économies. L'économie mondiale récoltait les dividendes. Et ici, à Davos, les dirigeants du monde discutaient de la manière dont la coopération mondiale et la technologie pourraient contribuer à la lutte contre la pauvreté et la maladie. C'était la promesse d'un monde plus intégré et plus coopérant.

Vingt-cinq ans plus tard, cette promesse a-t-elle été tenue ? Oui, le monde d'aujourd'hui est toujours connecté, presque autant qu'avant. Mais il a également commencé à présenter de nouvelles lignes de fracture. D'une part, depuis l'an 2000, le volume des échanges mondiaux a doublé – bien que les échanges à l'intérieur des blocs régionaux connaissent désormais une croissance plus rapide que les échanges entre ces blocs. Il n'est pas rare qu'une puce soit conçue aux États-Unis, fabriquée à Taïwan avec des machines européennes, conditionnée en Asie du Sud-Est et assemblée en Chine. D'autre part, rien que l'an dernier, les obstacles au commerce mondial ont triplé en valeur. Les institutions commerciales internationales ont souvent été confrontées aux défis liés à l'ascension d'économies qui ne sont pas des économies de marché et dont la concurrence, partant, répond à des règles différentes. L'innovation continue à prospérer, les progrès dans les domaines de l'IA, l'informatique quantique et l'énergie propre étant en passe de transformer nos modes de vie et nos emplois, mais les contrôles des technologies ont également quadruplé ces dernières décennies. Nos dépendances dans la chaîne d'approvisionnement sont parfois utilisées comme une arme, comme l'a montré le chantage exercé par la Russie en matière énergétique, ou sont fragilisées lorsque des chocs mondiaux – tels que la pandémie – apparaissent sans crier gare. Quant aux interconnexions qui justement nous relient, comme les câbles sous-marins servant à la transmission de données, elles sont devenues des cibles, de la mer Baltique jusqu'au détroit de Taïwan.

L'ordre mondial fondé sur la coopération que nous avons imaginé il y a 25 ans est resté lettre morte. Nous sommes au contraire entrés dans une nouvelle ère où les rivalités géostratégiques sont impitoyables. Les grandes économies mondiales se disputent l'accès aux matières premières, aux nouvelles technologies et aux routes commerciales mondiales. De l'IA aux technologies propres, des technologies quantiques à l'espace, de l'Arctique à la mer de Chine méridionale – la course est lancée.

Alors que la concurrence ne cesse de s'intensifier, il est probable que nous assistions à un recours fréquent à des outils économiques - tels que les sanctions, les contrôles à l'exportation et les droits de douane – destinés à sauvegarder la sécurité économique et nationale. Mais il importe que nous garantissions un juste équilibre entre l'impératif de sauvegarder notre sécurité et l'opportunité d'innover et d'accroître notre prospérité. Dans cet esprit, nous devons œuvrer de concert pour éviter un nivellement par le bas. Parce que personne n'a intérêt à ce que les liens de l'économie mondiale soient rompus. Nous devons plutôt moderniser le cadre réglementaire afin de soutenir notre capacité à générer des bénéfices mutuels pour nos citoyens.

Pour nous, les Européens, la course commence chez nous. L'Europe est dotée d'une économie sociale de marché unique en son genre. Nous avons la deuxième plus grande économie et le plus grand secteur du commerce au monde. Nous avons une plus longue espérance de vie, des normes sociales et environnementales plus élevées, et des inégalités moins fortes que tous nos concurrents dans le monde. L'Europe regorge également d'immenses talents et a démontré sa capacité à attirer des idées et des investissements des quatre coins du monde. Notre capacité d'invention et de création est sous-estimée – la part de l'Europe dans le nombre de demandes de brevets déposées à l'échelle mondiale est égale à celle des États-Unis et de la Chine. Mais le monde change. Nous devons aussi changer. Ces 25 dernières années, l'Europe a compté sur la hausse des échanges mondiaux pour stimuler sa croissance. Elle a compté sur l'énergie bon marché en provenance de la Russie. Et l'Europe n'a que trop souvent délégué sa propre sécurité. Ce temps-là est révolu.

L'Europe doit passer à la vitesse supérieure si elle souhaite maintenir sa croissance pendant les 25 prochaines années. C'est pour cette raison que j'ai demandé à Mario Draghi de rédiger un rapport sur la compétitivité européenne. Et sur cette base, la Commission européenne présentera la semaine prochaine notre feuille de route, qui servira à orienter nos efforts pendant les cinq prochaines années. Nous nous attacherons en priorité à: accroître la productivité en comblant les écarts en matière d'innovation; élaborer un plan conjoint pour la décarbonation et la compétitivité; remédier aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre; et réduire les formalités administratives. Cette stratégie a pour but de permettre une croissance plus rapide, plus propre et plus équitable, en veillant à ce que tous les Européens puissent bénéficier des évolutions technologiques. Je vais à présent développer plus en détail trois des piliers sur lesquels repose cette stratégie.

Premièrement, l'Europe a besoin d'une union des marchés des capitaux profonds et liquides. L'épargne des ménages européens s'élève à près de 1 400 milliards d'EUR, alors qu'elle ne représente qu'un peu plus de 800 milliards aux États-Unis. Mais les entreprises européennes peinent à tirer parti de cette situation et à recueillir les financements dont elles ont besoin. Cela est dû à la fragmentation de notre marché des capitaux intérieur. Qui chasse les capitaux hors de l'Union: quelque 300 milliards d'EUR provenant de l'épargne des ménages européens sont investis à l'étranger – et ce chaque année. C'est un problème majeur qui freine la croissance de nos start-up technologiques, et qui constitue un obstacle pour notre secteur innovant des technologies propres. Nous ne manquons pas de capitaux. Ce qui nous manque, c'est un marché des capitaux efficace, qui transforme l'épargne en investissements, en particulier pour les technologies à un stade précoce de développement

susceptibles de changer la donne. Pour ces raisons, nous allons créer une union européenne de l'épargne et des investissements. Avec de nouveaux produits d'épargne et d'investissement européens, de nouvelles incitations à l'investissement en capital-risque, et un nouvel élan pour permettre aux investissements de circuler librement dans toute notre Union. Nous mobiliserons davantage de capitaux afin d'assurer le succès de l'innovation «made in Europe» et d'encourager la prise de risque.

Deuxièmement, nous devons faciliter nettement l'activité des entreprises dans toute l'Europe. Nos plus grands talents sont bien trop nombreux à quitter l'UE car il est plus facile de faire prospérer leur société ailleurs. Et un nombre bien trop élevé d'entreprises s'abstiennent d'investir en Europe à cause des formalités administratives inutiles. Nous devons agir à tous les niveaux – continental, national et local. Et il importe que nous ouvrons la voie au niveau européen. Nous allons par exemple simplifier en profondeur nos règles en matière de finance durable et de diligence raisonnable. Et nous veillerons à créer un environnement favorable pour que nos PME puissent accroître leur capacité d'élaboration, de production et d'innovation en Europe. Mais je veux aller encore plus loin. À l'heure actuelle, le marché unique européen présente toujours bien trop de barrières nationales. Les entreprises doivent parfois composer avec 27 législations nationales. En lieu et place de cela, nous proposerons aux entreprises innovantes d'exercer leurs activités dans toute l'Union suivant un ensemble unique de règles. Nous l'appelons le 28^e régime. Droit des sociétés, insolvabilité, droit du travail, fiscalité... un cadre unique et simple dans toute l'Union. Cela aidera à faire tomber les obstacles les plus courants qui empêchent de passer à l'échelon supérieur dans toute l'Europe. Car l'échelon continental est notre plus grand atout dans un monde de géants.

Le troisième pilier est l'énergie. Avant le début de la guerre déclenchée par Poutine, 45 % de l'approvisionnement en gaz et 50% des importations de charbon de l'Europe provenaient de Russie. Ce pays était aussi l'un de nos principaux fournisseurs de pétrole. Cette énergie était a priori bon marché, mais elle nous a rendus vulnérables au chantage. Ainsi, lorsque les chars russes ont pénétré en Ukraine, Poutine a interrompu toute fourniture de gaz. Quant à nous, nous avons réduit de manière drastique notre dépendance aux énergies fossiles russes, et ce en un temps record. Nos importations de gaz russe ont chuté d'environ 75%. Aujourd'hui, nous n'importons de Russie que 3% de notre pétrole, et plus du tout de charbon. Cependant, cette liberté a eu un prix. Les ménages et les entreprises ont vu les prix de l'énergie exploser, et beaucoup attendent encore de voir leurs factures diminuer. À présent, pour notre compétitivité, il est essentiel que nous revenions à des prix de l'énergie bas et stables. Les énergies propres sont la solution à moyen terme, parce qu'elles sont bon marché, qu'elles créent des emplois de qualité au niveau local et qu'elles contribuent à notre autonomie énergétique. Actuellement, l'Europe produit déjà davantage d'électricité éolienne et solaire que d'électricité issue de combustibles fossiles, tous types confondus. Mais nous avons encore du travail à accomplir pour faire en sorte que ces bénéfiques profitent également aux entreprises et aux particuliers.

Nous ne devons pas seulement continuer à diversifier notre bouquet énergétique et développer davantage notre production d'énergie issue de sources renouvelables et, dans certains pays, du nucléaire. Nous allons devoir investir dans les technologies énergétiques propres de dernière génération, comme la fusion, les systèmes géothermiques améliorés et les batteries à électrolytes solides. Nous devons aussi mobiliser davantage de capitaux privés afin de moderniser nos réseaux électriques et nos infrastructures de stockage. Nous devons supprimer toutes les barrières qui continueraient à faire obstacle à notre union de l'énergie. Et nous devons mieux relier nos systèmes énergétiques propres et à faibles émissions de carbone. Tout cela fera partie du nouveau plan que

nous présenterons en février. Il est temps de parachever notre union également dans le domaine de l'énergie, afin de permettre la libre circulation des énergies propres à travers notre continent et de faire baisser les prix pour tous les Européens.

Mesdames et Messieurs,

Tel est notre plan. Et les quelques prochaines années seront cruciales pour rester dans la course vers des technologies propres et de rupture. L'Europe a tout ce qu'il faut pour faire de cette ambition une réalité. Nous disposons d'un secteur privé qui possède une longue tradition d'innovation. Nous avons une main-d'œuvre de premier ordre. Nous avons un marché unique immense regroupant 450 millions de personnes et une infrastructure sociale unique protégeant les citoyens contre les grands risques de la vie. Nous avons des institutions crédibles et indépendantes, une gouvernance transparente et un engagement indéfectible envers l'état de droit. C'est grâce à tout cela que l'Europe a survécu, ces cinq dernières années, à la plus grosse tempête de l'histoire de notre économie. Et nous avons surmonté une crise énergétique sans précédent. Nous avons accompli cela ensemble, et nous pouvons le refaire. Et nous avons la volonté politique. Car lorsque l'Europe est unie, elle tient ses engagements.

Mesdames et Messieurs,

Les prochaines années seront déterminantes bien au-delà des frontières de l'Europe. Tous les continents vont devoir accélérer la transition vers un niveau zéro d'émission nette et porter le fardeau toujours plus lourd du changement climatique. Il est impossible d'ignorer ses effets. Vagues de chaleur en Asie. Inondations, du Brésil jusqu'en Indonésie, de l'Afrique à l'Europe. Incendies de forêt au Canada et en Californie. Ouragans aux États-Unis et dans les Caraïbes. Le changement climatique est toujours en tête des priorités mondiales. De la décarbonation aux solutions fondées sur la nature. De la mise en place d'une économie circulaire à celle de crédits « nature ». L'Accord de Paris demeure le meilleur espoir de l'humanité tout entière. L'Europe gardera donc le cap et continuera de coopérer avec toutes les nations qui ont la volonté de protéger la nature et d'arrêter le réchauffement planétaire. En outre, tous les continents doivent tirer parti des possibilités de l'intelligence artificielle et gérer les risques qui y sont associés. Face à de tels défis, la course ne se joue pas entre nous : c'est une course contre la montre. Même en temps de compétition féroce, nous devons unir nos forces. L'Europe continuera à prôner la coopération, pas seulement avec nos amis de longue date, qui partagent nos valeurs, mais aussi avec tous les pays avec qui nous avons des intérêts communs. Le message que nous adressons au reste du monde est simple : nous sommes prêts à engager un dialogue avec vous si cela peut conduire à des avantages réciproques. Si vous voulez améliorer votre secteur des technologies propres, si vous souhaitez développer vos infrastructures numériques — l'Europe est ouverte aux échanges.

Alors que la compétition entre les grandes puissances s'intensifie, je constate que de plus en plus de pays du monde entier cherchent à renforcer leurs liens avec nous. Rien qu'au cours des deux derniers mois, nous avons conclu de nouveaux partenariats avec la Suisse, le MERCOSUR et le Mexique. Cela signifie que 400 millions de Latino-Américains participeront bientôt à un partenariat privilégié avec l'Europe. Ces accords ont été en discussion pendant des années, voire des décennies. Pourquoi voient-ils le jour maintenant ? Ce n'est pas seulement parce que l'Europe est un grand marché attractif. C'est parce qu'avec l'Europe, il n'y a pas de faux-semblants. Nous respectons les règles du jeu. Nos accords ne cachent rien. Alors que d'autres acteurs ne cherchent qu'à exporter et à extraire, nous souhaitons voir les industries locales prospérer dans les pays partenaires. Car c'est aussi dans notre intérêt. C'est ainsi que nous diversifions nos propres chaînes d'approvisionnement. Et c'est pour cette raison que ce que propose l'Europe attire autant, dans le monde entier. De nos voisins en Afrique, qui travaillent à

nos côtés pour développer des chaînes de valeur locales pour les technologies propres et des combustibles propres, jusqu'à la vaste région Asie-Pacifique. C'est pourquoi le premier voyage de mon nouveau mandat me conduira en Inde. Le Premier ministre Modi et moi voulons renforcer le partenariat stratégique qui lie l'Union européenne au pays le plus peuplé et à la plus grande démocratie au monde.

Je suis convaincue que nous devons aussi rechercher des avantages mutuels dans notre dialogue avec la Chine. Lorsque la Chine a adhéré à l'OMC il y a 25 ans, l'impact de la hausse des exportations chinoises a été appelé le « choc chinois ». Aujourd'hui, certains parlent d'un second choc chinois – en raison des surcapacités financées par l'État. Bien sûr, nous devons réagir. Partout dans le monde, y compris dans le Sud global, des mesures commerciales défensives sont adoptées pour répondre aux distorsions du marché causées par la Chine. C'est aussi pour cette raison que l'Europe a pris des mesures, par exemple concernant les voitures électriques. En même temps, j'ai toujours souligné que nous sommes prêts à poursuivre nos discussions. Et nous continuerons à réduire les risques pour notre économie. Nombreux sont ceux – y compris en Chine - qui pensent qu'il serait dans l'intérêt à long terme de la Chine de gérer ses déséquilibres économiques de manière plus responsable. C'est aussi notre avis. Et je pense que nous devons discuter de façon constructive avec la Chine, pour trouver des solutions qui sont dans notre intérêt mutuel. 2025 marque le cinquantenaire des relations diplomatiques de l'Union avec la Chine. J'y vois une occasion de tendre la main et d'approfondir notre relation avec la Chine et même, là où c'est possible, d'étendre nos liens dans les domaines du commerce et des infrastructures. Il est temps de rééquilibrer notre relation avec la Chine, dans un esprit d'équité et de réciprocité.

Cette ouverture nouvelle à des pays de tous les continents n'est pas seulement une nécessité économique - c'est aussi un message à l'intention du monde tout entier. Elle est la réponse de l'Europe à une concurrence mondiale croissante. Nous souhaitons une coopération accrue avec tous ceux qui sont ouverts à cette idée. Il va de soi que cela inclut nos partenaires les plus proches. Naturellement, je pense ici aux États-Unis d'Amérique. Nos économies sont les plus intégrées au monde. Les entreprises européennes aux États-Unis emploient 3,5 millions d'Américains. Et un million d'emplois américains supplémentaires dépendent directement du commerce avec l'Europe. Ce sont des chaînes d'approvisionnement tout entières qui s'étendent d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Un avion américain, par exemple, est construit avec des systèmes de contrôle et des fibres de carbone en provenance d'Europe. Et des médicaments américains sont fabriqués avec des produits chimiques et des outils de laboratoire qui viennent de notre côté de l'Atlantique. Simultanément, l'Europe importe deux fois plus de services numériques depuis les États-Unis que depuis toute la région Asie-Pacifique. Sur tous les actifs américains à l'étranger, les deux tiers se trouvent en Europe. Et les États-Unis fournissent plus de 50 % de notre gaz naturel liquide. Le volume des échanges entre nous s'élève à 1,5 trillion d'euros, soit 30 % du commerce mondial. L'enjeu pour les deux parties est énorme. Notre priorité absolue consistera donc à engager le dialogue sans attendre, à examiner quels sont nos intérêts communs et à nous préparer à la négociation. Nous nous montrerons pragmatiques, mais nous ne renoncerons pas à nos principes. Pour protéger nos intérêts et défendre nos valeurs – c'est la méthode européenne.

Mesdames et messieurs,

Les règles qui régissent les relations entre les puissances mondiales sont en train de changer. Nous ne devons rien tenir pour acquis. Et même si certains, en Europe, n'aiment pas cette nouvelle réalité, nous sommes prêts à vivre avec. Nos valeurs ne changent pas. Mais pour défendre ces valeurs dans un

monde qui change, nous devons changer notre manière d'agir. Nous devons saisir les occasions nouvelles là où elles surgissent. Il est temps de porter le dialogue au-delà des blocs et des tabous. Et l'Europe est prête au changement.

Merci beaucoup et vive l'Europe.